



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Urgence humanitaire à Gaza

Question au Gouvernement n° 1323

Texte de la question

URGENCE HUMANITAIRE À GAZA

Mme la présidente. La parole est à Mme Elsa Faucillon.

Mme Elsa Faucillon. À Gaza, ceux qui survivent aux bombes risquent de mourir de faim, de soif, ou faute de soins. Au total, 11 240 Palestiniens ont été tués par les bombardements israéliens depuis les attaques terroristes du Hamas. Gaza est devenu un cimetière pour enfants : 4 630 sont déjà morts.

M. Meyer Habib. Mensonge !

Mme Elsa Faucillon. Alors que les hôpitaux bénéficient d'une protection particulière en vertu du droit international humanitaire, des témoignages et des images d'horreur nous proviennent de l'hôpital Al-Shifa. À Gaza, au moins vingt-deux des trente-cinq hôpitaux sont en arrêt total ou partiel en raison de la pénurie de carburant. Sans électricité, eau ou nourriture, le chaos règne.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Ocha) – une agence onusienne –, le nombre de déplacés s'élève à 1,6 million de personnes, sur les 2,4 millions de Gazaouis. Dans le même temps, nous assistons en Cisjordanie à des centaines d'attaques de colons et à des expulsions de communautés bédouines. *(Applaudissements sur les bancs des groupes GDR-NUPES, LFI-NUPES et Écolo-NUPES, ainsi que sur quelques bancs du groupe SOC.)* En effet, 194 Palestiniens ont été tués par l'armée et par des milices de colons, des ministres israéliens étant allés jusqu'à se mettre en scène en train de leur distribuer des armes.

Cela traduit le projet de Benjamin Netanyahu, qui est le même qu'avant les attaques du Hamas, en l'occurrence l'occupation complète de la Palestine. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

Mme Michèle Tabarot. Venez voir les images à dix-sept heures trente, cela vous fera du bien ! *(Exclamations sur les bancs des groupes LFI-NUPES et GDR-NUPES.)*

M. Meyer Habib. Oui !

Mme Elsa Faucillon. À Gaza, l'escalade vengeresse se transforme même en nettoyage ethnique.

M. Meyer Habib. Quelle honte !

Mme Elsa Faucillon. Depuis 1948, 104 résolutions de l'ONU sur la situation en Palestine sont restées lettre morte. Pendant cette période, la communauté internationale est restée inerte, silencieuse, et donc impuissante. *(Applaudissements sur les bancs des groupes GDR-NUPES, LFI-NUPES et Écolo-NUPES – Exclamations sur*

quelques bancs des groupes RN et LR.)

M. Julien Odoul. Arrêtez, c'est n'importe quoi !

Mme Elsa Faucillon. Il y a quelques jours, Emmanuel Macron a exprimé la nécessité d'aller vers un cessez-le-feu. Enfin ! Cette déclaration a néanmoins été contredite ensuite, après un entretien avec le président israélien.

M. Meyer Habib. C'est électoraliste ! Vous soutenez les islamistes !

Mme Elsa Faucillon. La paix vous paraît peut-être impensable : nous croyons qu'elle est possible.

Mme la présidente. Merci, chère collègue.

Mme Elsa Faucillon. Elle nécessite des actes forts. Tout doit être fait pour le cessez-le-feu. *(Les membres des groupes GDR-NUPES et LFI-NUPES se lèvent et applaudissent. – Applaudissements sur les bancs du groupe Écolo-NUPES, ainsi que sur quelques bancs du groupe SOC.)*

Mme la présidente. La parole est à Mme la ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Mme Catherine Colonna, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Quelle est l'urgence à Gaza ? La première urgence est bien sûr humanitaire.

M. René Pilato. Cessez-le-feu !

Mme Catherine Colonna, ministre. L'aide stockée du côté égyptien doit être acheminée à la population civile de Gaza pour répondre aux besoins criants des populations. L'urgence est bien celle-ci : ne pas laisser une catastrophe humanitaire s'aggraver et apporter de l'aide de façon urgente et durable.

M. André Chassaigne. Cessez-le-feu !

Mme Catherine Colonna, ministre. Bien sûr, cela impose une pause dans les opérations militaires, pour que les soignants puissent entrer sur le territoire, pour que l'aide puisse être distribuée, pour que les blessés les plus graves puissent être évacués.

M. René Pilato et Mme Sabrina Sebaihi. Cessez-le feu !

Mme Catherine Colonna, ministre. Il faut dès lors être pragmatiques. Que peut-on aujourd'hui obtenir – je dis bien aujourd'hui ? Une trêve humanitaire, immédiate,...

M. Meyer Habib. Pour que le Hamas puisse se réarmer ?

Mme Catherine Colonna, ministre. ...qui pourra ensuite mener à un cessez-le-feu.

M. Meyer Habib et M. Philippe Juvin. Il faut que les otages soient libérés !

Mme Catherine Colonna, ministre. C'est ce consensus international que la France a contribué à forger lors de la conférence humanitaire qu'elle a organisée jeudi dernier. J'insiste, il faut que cette pause intervienne le plus rapidement possible et, sans attendre, il faut œuvrer à un cessez-le-feu et à la restauration d'une perspective politique. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes LFI-NUPES et GDR-NUPES.)*

M. Meyer Habib. En libérant les otages !

Mme Catherine Colonna, ministre. Je précise qu'il ne faut pas que cette action permette au Hamas de

reconstituer ses capacités et de mener ses actions terroristes, car nul ne doit oublier l'objectif de cette organisation terroriste, et, surtout, ce qui s'est passé le 7 octobre.

M. Fabien Di Filippo. Il n'y a pas de « en même temps » possible sur cette question !

Mme Catherine Colonna, ministre. Ne l'oublions pas. Rien ne justifie jamais le terrorisme. (*Applaudissement sur quelques bancs du groupe RE.*)

Mme Émilie Bonnavard, M. Meyer Habib et Mme Isabelle Périgault. Il faut que les otages soient libérés !

Données clés

Auteur : [Mme Elsa Faucillon](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (1^{re} circonscription) - Gauche démocrate et républicaine - NUPES

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1323

Rubrique : Action humanitaire

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 15 novembre 2023

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 15 novembre 2023